

Coût de la vie

simplement d'un peu de sens commun, ce qui lui serait bien utile.

Des voix: Bravo!

M. MacKay: Encore une fois, c'est une bien grande responsabilité à assumer pour n'importe qui, même pour le président du Conseil privé, que de maintenir ce gouvernement au pouvoir. Cela doit peser bien lourd sur sa conscience, surtout ministre représentant la Nouvelle-Écosse qu'il est, s'il est vrai que nous, de la Nouvelle-Écosse, nous targuons d'une conscience pure; c'est pourquoi si peu de gens de chez-nous ont voté pour ce gouvernement.

Quoi qu'il en soit, l'hommage du premier ministre était très intéressant, et s'il a vraiment réussi à garder à flot son navire qui fait eau, c'est certainement en relation directe avec les priorités du gouvernement, ce qui prouve que ses priorités sont terriblement floues en ce qui concerne l'assistance publique au Canada. Plutôt que de traiter des problèmes réels dont souffre la nation et de formuler une politique des prix et revenus apte à combattre l'inflation, ou encore de s'occuper d'une réforme fiscale et monétaire, de l'expansion régionale, ou des relations fédérales-provinciales, le gouvernement, de toute évidence, se préoccupe uniquement de sa survivance. Je supplie donc le premier ministre et le ministre de l'Expansion économique régionale d'adopter des politiques constructives et d'agir au lieu de toujours réagir. Il est parfois aussi difficile de faire adopter quelque chose de constructif par le gouvernement actuel que de faire passer un chameau par le chas d'une aiguille, comme dit le dicton.

Le ministre des Finances a dit cet après-midi que l'économie était mobile j'espère que je cite ses paroles correctement—et que le gouvernement devait agir avec souplesse pour s'en occuper. C'est bien d'être souple, mais il ne faut pas être relâché ou confus et le gouvernement a agi avec autant de relâchement et de confusion qu'il est possible pour un gouvernement. L'extraordinaire percée à l'égard des États-Unis dont le premier ministre a parlé il y a quelques mois s'est à peine réalisée. D'après les derniers chiffres publiés, la lutte contre l'inflation qu'il disait gagnée n'a même pas diminué d'intensité. Comme le député d'Annapolis Valley (M. Nowlan) l'a dit, si nous avons tourné le coin de l'inflation, il semble bien que le gouvernement ait fait un virage eu U. La façon dont le premier ministre évalue les problèmes économiques justifie pleinement l'opinion de ceux qui comprennent les réalités de l'économie et qui considèrent qu'il n'y connaît absolument rien.

● (2150)

Il est difficile de savoir quelle est réellement la politique du gouvernement à propos du développement régional. Nous savons que cette politique a plusieurs facettes; le ministre nous l'a dit. Nous savons qu'elle a plusieurs dimensions; il l'a dit. Nous savons qu'elle entraîne la décentralisation. Mais il importe avant tout de savoir si elle fonctionne. Cela semble douteux. Plusieurs disent qu'elle ne fonctionne pas. Le ministre du Développement de la Nouvelle-Écosse a dit qu'elle ne fonctionnait pas et a démissionné. Il était ministre du Développement pour un gouvernement libéral dans une autre province pauvre.

Un important conseiller du parti libéral, M. Cam. F. Osler, fils de E. B. Osler, qui fut député libéral, a récemment fait une déclaration intéressante dans un document de prise de position intitulé «Une nouvelle politique nationale de développement pour le Canada», document présenté lors de la conférence libérale sur les objectifs pour

[M. MacKay.]

l'Ouest du Canada, maintenant mieux connue sous le nom de «veillée mortuaire libérale pour l'Ouest». Dans cette nouvelle politique nationale de développement pour le Canada, l'auteur, qui est conseiller en science économique auprès de Headland Menzies de Winnipeg, a une maîtrise en science économique de l'université Simon Fraser et est étroitement lié au parti ministériel, déclare à la page 13, et je cite:

Ce document a signalé la nécessité d'une nouvelle politique nationale d'expansion.

Qu'est-il advenu de la dynamique politique actuelle de décentralisation à multiples facettes et à multiples dimensions, qui devait être le moyen par excellence de résoudre les problèmes d'expansion régionale au pays, qu'il nous en faille déjà une nouvelle avant que l'actuelle soit mise à exécution? D'après les journaux, les membres du personnel qui est censé être décentralisé et déménagé dans les régions défavorisées, refusent d'y aller. Quel fouillis!

En terminant, monsieur l'Orateur, j'ajoute qu'en toute honnêteté, le gouvernement devrait se rappeler que les habitants des régions moins évoluées du Canada ne disposent pas, en général, des épargnes et des ressources dont disposent de nombreux Canadiens. Leurs salaires sont plus bas et leurs épargnes moins considérables. Leur situation est de plus en plus compromise par suite de l'inflation galopante et du grave chômage.

En fait, en dépit des déclarations pompeuses du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) sur les améliorations qu'il propose dans le domaine des pensions, et que nous appuyons, bien entendu, le pouvoir d'achat du dollar canadien est moindre qu'il y a dix ans et nous constatons que les augmentations de pensions n'ont même pas marché de pair avec l'inflation qui est actuellement quatre fois plus considérable que sous le dernier gouvernement conservateur.

Le gouvernement devrait majorer les salaires des employés qui relèvent de la compétence fédérale. Il devrait encourager l'industrie de la pêche au lieu de la saboter, et éliminer la discrimination que l'assurance-chômage impose aux pêcheurs. Il devrait obtenir des conseils et écouter les avis de l'entreprise privée, des organisations qui auraient des suggestions constructives à lui faire, le Conseil de développement de la région atlantique, le Conseil de développement économique des provinces atlantiques, la Société de développement du Nord de l'Ontario, etc.

Le gouvernement devrait élaborer des politiques bancaires régionales pour mieux tenir compte des besoins de crédits des régions à croissance lente. Il devrait mettre sur pied tout de suite une agence de financement nationale pour annuler les conséquences possibles, notamment dans la région atlantique, de la loi sur l'investissement étranger c'est-à-dire le bill C-132.

Nous de la région atlantique, admettons qu'il y va de l'intérêt national de contrôler la mainmise et la domination étrangères sur notre économie. Mais nous ne voulons pas que cela se fasse à nos seuls dépens. Le ministre de l'Expansion économique régionale est très bien au courant du problème que cela posera. Il a admis la nécessité d'une agence de financement nationale, peut-être l'équivalent canadien de la Société pour l'expansion des exportations, de manière à assurer les fonds que supprimerait l'adoption d'une telle mesure, les fonds nécessaires au développement régional. Le ministre est donc au courant de ce problème et des craintes des gouvernements de la région atlantique.

En attendant qu'il ait le courage d'en appeler au peuple avec ses associés de l'extrême gauche, le gouvernement